

*Questions orales*

Le ministre souscrit-il aux résultats de l'analyse effectuée par l'Institut C.D. Howe et cherche-t-il activement une façon de réduire encore davantage les dépenses publiques en retranchant une somme de 7,2 milliards de dollars?

**L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec)):** Monsieur le Président, l'étude que mentionne le chef du Parti réformiste faisait partie des quatre articles constituant un document qui était, dans l'ensemble, très bien.

D'ailleurs, nous partageons certainement les objectifs que mentionnait en particulier M. Richards dans son article.

Malheureusement, au moment de rédiger son article, M. Richards n'a pas tenu compte des mesures que nous avons annoncées dans le budget déposé le 22 février dernier. Par conséquent, son étude se fonde sur des chiffres qui ne sont plus valables.

**M. Preston Manning (Calgary-Sud-Ouest):** Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre des Finances.

Ce climat d'incertitude est créé par deux grands facteurs qui font grimper les taux d'intérêt et contribuent à ébranler la confiance des gens dans le dollar canadien ainsi que la confiance des investisseurs. L'un de ces facteurs correspond aux déficits excessifs, l'autre, à l'incertitude quant à l'avenir du Québec.

• (1425)

Le premier ministre avoue qu'il ne peut pas faire grand-chose pour dissiper l'incertitude qui règne au sujet du Québec, mais il peut sûrement faire quelque chose au sujet de l'incertitude que suscite le déficit, car il s'agit là d'un problème qui peut être enrayé.

Le ministre des Finances reconnaîtra-t-il que l'incertitude croissante relativement à l'avenir du Québec lui donne une raison de plus pour proposer à ces collègues et à la Chambre des mesures plus énergiques pour s'attaquer au déficit et à la dette? Le ministre est-il disposé à nous proposer de telles mesures?

**L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec)):** Monsieur le Président, j'ai bien précisé que notre gouvernement, tout comme le premier ministre, prend ses objectifs en matière de déficit très au sérieux et que nous sommes disposés à prendre toutes les mesures nécessaires pour les atteindre. C'est l'engagement qu'a pris le premier ministre, l'engagement qu'a pris notre gouvernement, et les députés peuvent être assurés que nous le respecterons.

Un des facteurs qui intensifient l'incertitude qui règne actuellement est le fait que les gouvernements des dix dernières années n'ont pas atteint leurs objectifs. Un gouvernement se doit d'atteindre ses objectifs, et c'est exactement ce que nous ferons.

Je partage l'avis du chef du Parti réformiste, car il est vrai que son niveau excessif d'endettement nuit beaucoup à notre pays et peut susciter une certaine incertitude. J'abonde aussi dans le sens du premier ministre, qui estime que les déclarations irresponsa-

bles faites par certains membres du Bloc québécois et le chef du Parti québécois au Québec minent grandement notre capacité de créer des emplois au Canada.

**M. Preston Manning (Calgary-Sud-Ouest):** Monsieur le Président, nous ne disconvenons pas que l'un des problèmes du gouvernement vient du climat d'incertitude créé par l'option souverainiste. Mais j'estime que l'un des principaux problèmes du gouvernement. . .

**Une voix:** L'option séparatiste.

**M. Manning:** L'un des principaux problèmes du gouvernement, monsieur le Président, c'est qu'il n'a pas vraiment reçu de la population le mandat clair de réduire le déficit autant qu'il le devrait. Le gouvernement n'a pas sollicité un tel mandat au cours de la campagne électorale de 1993. Il a minimisé l'importance du déficit et il en paie maintenant le prix.

Est-ce que le climat d'incertitude croissante au Canada et la nécessité d'y réagir très sérieusement ne donnent pas au ministre une raison de plus pour solliciter l'appui de la population à l'égard de la lutte au déficit? Autrement dit, n'est-ce pas là l'occasion pour les libéraux de solliciter auprès de la population l'appui qu'ils n'ont pas obtenu au cours de la campagne électorale pour s'attaquer d'une nouvelle manière au déficit?

**L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec)):** Monsieur le Président, nous avons certes le mandat de mettre de l'ordre dans les finances de notre pays. Le premier ministre a bien précisé tout au long de la campagne électorale que notre objectif est d'abord de ramener le déficit à 3 p. 100 du PIB en trois ans, puis de le supprimer. C'est ce que nous avons dit aux Canadiens et c'est ce que nous allons faire.

Mais, contrairement au Parti réformiste, nous avons bien précisé en outre que nous comprenons que, l'économie étant complexe, il existe bien des façons de poursuivre ces objectifs et que la réduction des dépenses publiques n'est pas la seule façon de s'y prendre, ni même une solution en soi.

Pour supprimer le déficit, il faut redonner du travail aux Canadiens et c'est ce que nous allons faire.

\* \* \*

[Français]

## LES AFFAIRES INDIENNES

**M. Michel Gauthier (Roberval):** Monsieur le Président, dans le dossier de Kanesatake, le ministre des Affaires indiennes a indiqué qu'il n'entendait pas verser les trois millions de dollars réclamés par le chef Jerry Peltier comme condition préalable à la négociation. Plutôt, il s'apprêterait à acquérir un terrain de la municipalité d'Oka pour le remettre afin de permettre l'agrandissement du cimetière.

Le ministre peut-il confirmer que le gouvernement s'apprête à acquérir un tel terrain de la municipalité d'Oka et peut-il nous dire à combien s'élève le coût d'acquisition de ce terrain?